

[OPINION] EDUCATION

L'éducation doit résulter d'un partenariat efficient et permanent

Auteur associé | France | Opinions | Publié le 25/09/2018 | Mis à jour le 19/09/2018

La rentrée 2018 est marquée par le retour à une organisation du temps scolaire à quatre jours sur une majorité de territoires. Les collectivités concernées, en lien avec les acteurs éducatifs locaux, ont adapté et ajusté l'organisation des services publics, inscrit les impacts financiers associés, notamment la perte du fonds de soutien et la création d'une recette (aux contours encore diffus) liée au nouveau dispositif « plan mercredi »



La rentrée 2018 est marquée par le retour à une organisation du temps scolaire à quatre jours sur une majorité de territoires. Les collectivités concernées, en lien avec les acteurs éducatifs locaux, ont adapté et ajusté l'organisation des services publics, inscrit les impacts financiers associés, notamment la perte du fonds de soutien et la création d'une recette (aux contours encore diffus) liée au nouveau dispositif « plan mercredi ». Pour les villes et les intercos, quelle que soit l'organisation retenue, l'enjeu reste de structurer avec la communauté éducative un parcours éducatif cohérent, porteur de sens sur les différents temps de l'enfant (scolaire, loisirs et familial) et de capitaliser les acquis des dernières années.

Etat et collectivités, les maillons essentiels de l'éducation

En effet, l'éducation se nourrit de la continuité de l'action publique. Chaque rentrée voit cependant son flot de nouvelles mesures, à déployer sur des délais très serrés. Les impacts financiers sont intégrés en cours d'exercice dans des budgets locaux contraints.

L'éducation se construit dans la complémentarité d'un partenariat d'acteurs, dont l'Etat et les collectivités sont des maillons essentiels. Si l'Etat porte les ambitions nationales pour sa jeunesse et est garant de l'égalité de leur déploiement sur le territoire national, les collectivités, impliquées bien au-delà de leurs prérogatives, animent la cohérence des différents projets éducatifs sur leur territoire, au plus près des besoins de leur population.

L'enjeu partenarial, inhérent aux politiques éducatives, doit s'ancrer, au-delà de prises de décision verticales, dans une démarche réellement partagée. L'enchaînement rapide des réformes crée le risque de faire vaciller la confiance nécessaire entre l'Etat et les collectivités, mais également d'éloigner du débat éducatif les nombreux acteurs des collectivités (Atsem, animateurs, éducateurs de jeunes enfants, éducateurs sportifs, acteurs culturels...), investis dans la mise en œuvre quotidienne des projets éducatifs auprès des enfants et des jeunes.

Rapprochement des acteurs éducatifs par la formation

Lors de sa conférence de presse de rentrée, le ministre de l'Education nationale Jean-Michel Blanquer a rappelé la volonté de son ministère d'agir pour le rapprochement des acteurs éducatifs, notamment Atsem et enseignants, grâce à un plan de formation commun et partagé prévu dès 2019 à l'échelle nationale.

Dans la suite logique des récentes assises de la maternelle, le renforcement de la coopération entre Education nationale et administration territoriale, que le ministre appelle de ses vœux, est essentiel dans la valorisation et la reconnaissance des métiers, agissant en complémentarité de l'école.

La priorité sans cesse réaffirmée au primaire suppose en effet une acculturation partagée des enseignants, des Atsem, plus largement des animateurs et des différents acteurs éducatifs, au service d'un objectif commun d'épanouissement et de bien-être des enfants et des jeunes. Plus globalement, c'est par le développement de collaborations efficientes, qui reconnaissent et valorisent chaque métier dans ses spécificités, que les projets territorialement déclinés contribueront à répondre aux enjeux d'égalité sur les territoires et de réduction des inégalités dans l'accès aux différents services publics d'éducation.

POUR ALLER PLUS LOIN

- Financement du « Plan mercredi » : il n'y en aura pas pour tout le monde
- Un nouvel outil pour accompagner le plan Mercredi
- Les maires donnent une bonne note au « Plan mercredi »
- Les Atsem à la croisée des réformes
- Filière animation et Atsem : les propositions du CSFPT pour lancer une dynamique de carrière